

## **CONSOMMATION MARCHANDE, BIEN-ÊTRE ET DIFFÉRENCIATION SOCIALE**

Simon LANGLOIS

Les ménages obtiennent les biens et services nécessaires au bien-être de leurs membres en bonne partie dans la sphère marchande, que ce soit pour la nourriture, le logement, les vêtements, les loisirs, les pratiques culturelles, les soins personnels, le transport, etc. Bien entendu, le bien-être ne se réduit pas à la consommation marchande. Il repose aussi sur l'accès à des biens et services collectifs – en éducation, en santé, en transports, en culture, en protection des biens et des personnes – ainsi que sur la production domestique, notamment celle des femmes qui investissent davantage leur temps et leur énergie dans la sphère privée. Mais avec l'enrichissement collectif et l'avènement de la société de consommation, le marché joue un rôle central dans l'accès aux biens et aux services qui sont devenus des composantes incontournables du bien-être des individus et des membres de leurs familles.

Les biens et services marchands ont une utilité fonctionnelle. Se nourrir adéquatement, se vêtir selon les normes de l'époque ou de son groupe d'appartenance, se loger confortablement, mais aussi avoir accès au panier de biens discrétionnaires disponibles sont autant de composantes de la bonne vie en société. Dans les deux ouvrages dont il a dirigé la rédaction – *Habits of the Heart* (1985) et *The Good Society* (1991) – Robert Bellah avance que l'accès au panier de consommation jugé essentiel pour bien vivre dans la société est une composante importante de la démocratie économique. Les biens et services ont aussi une valeur symbolique et sont des signes de distinction – les

sociologues l'ont abondamment démontré – mais c'est leur aspect marchand qui retiendra notre attention dans l'analyse qui suit.

Le rôle de la marchandisation ne date pas d'hier. L'inventaire des biens des familles et l'analyse de leurs dépenses ont, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, illustré l'ampleur de la pauvreté et les ravages de l'industrialisation et de l'urbanisation sur le mode de vie des familles ouvrières dans différents pays. Les monographies de Frédéric Le Play en France au XIX<sup>e</sup> siècle sont exemplaires du recueil de telles informations pour l'analyse des modes de vie et, dirions-nous de nos jours, pour l'étude empirique du bien-être des familles<sup>1</sup>. Dans une analyse statistique portant sur les budgets des familles parue en 1857, Ernst Engel (1821-1896) a formulé une loi devenue classique et largement confirmée par la suite dans toutes les sociétés jusqu'à nos jours : « Plus le revenu familial est élevé, plus faible est la proportion de la dépense totale qui doit être consacrée à la nourriture ». Au fil des ans, le développement de la production industrielle et l'extension du commerce ont donné une importante impulsion à la consommation marchande en augmentant le volume de biens et de services accessibles dans des gammes étendues de prix et de qualité, tout en externalisant certains coûts avec des conséquences négatives sur le plan écologique. De son côté, Daniel Bell a montré que la publicité et le crédit à la consommation – deux « inventions sociologiques » selon ses termes – avaient largement contribué à l'augmentation de la consommation des ménages et, par conséquent, avaient stimulé la croissance économique.

L'élévation continue du niveau de vie moyen depuis les débuts de l'ère moderne a-t-elle bénéficié également à tous les types de ménages, comme le donnait à penser la formule attribuée au président John Kennedy dans les années 1960 : « A rising tide lift all the boats » (« La marée montante soulève tous les bateaux ») ? Assiste-t-on à un élargissement des écarts de bien-être entre les classes socioéconomiques mesuré par la consommation marchande ou, au contraire, à un rétrécissement et à une convergence entre ces dernières ? Ces questions sont au cœur des travaux contemporains portant sur la stratification sociale et dans les débats publics entourant la hausse des inégalités entre les groupements sociaux. La thèse du déclin des classes moyennes et celle de leur rétrécissement posent le problème dans les mêmes termes.

Il est possible de répondre à ces questions en adoptant l'approche proposée dans les premières enquêtes empiriques sur la pauvreté et les niveaux de vie, c'est-à-dire en ayant recours aux enquêtes budgétaires auprès des ménages. De telles données sur de longues périodes sont désormais disponibles dans les pays développés avec la multiplication d'enquêtes standardisées comparables. La structure des dépenses révèle en effet la structure des besoins ressentis par les membres des ménages qui sont satisfaits sur le marché. Les budgets comprennent des dépenses contraintes (pour l'alimentation ou le logement, par exemple) mais aussi des dépenses discrétionnaires qui caractérisent les comportements de consommation. Ces dépenses sont de nos jours des indicateurs du bien-être de la même manière qu'autrefois elles servaient à illustrer les ravages de l'industrialisation en milieu urbain au sein des familles pauvres.

Disponibles depuis l'années 1969, les données des enquêtes standardisées sur les budgets des ménages de Statistique Canada sont une source privilégiée pour l'étude de la différenciation sociale ou encore de la convergence transversale et longitudinale des comportements de consommation entre les classes socioéconomiques, qui sera l'objet de la présente contribution.

Cet article comprend trois parties. Nous présenterons d'abord les enquêtes budgétaires canadiennes et la structure des dépenses des ménages susceptibles de révéler quels sont leurs besoins satisfaits dans la sphère marchande. Suivra l'exposé de la typologie des classes socioéconomiques proposée aux fins d'étudier la convergence des besoins et du bien-être entre ces dernières ainsi qu'un bref examen des difficultés méthodologiques que pose ce type d'analyse. La troisième partie présentera l'analyse de la différenciation transversale et longitudinale des besoins entre les classes socioéconomiques. Un diagnostic d'ensemble, analogue à une loi de consommation à la manière d'Engel, se dégage des données portant sur un demi-siècle, dont nous évoquerons en conclusion les implications sur le sentiment de bien-être au sein des ménages, et en particulier dans les classes moyennes.

#### BUDGETS FAMILIAUX ET STRUCTURE DES BESOINS

Les données analysées proviennent des enquêtes sur les dépenses des ménages de Statistique Canada. Les microdonnées de ces enquêtes permettent de comparer diverses périodes sur plusieurs

dizaines d'années. Pour des raisons techniques, notre analyse s'arrêtera à l'année 2006<sup>2</sup> et elle portera sur le Québec. La période retenue couvre 37 ans, soit suffisamment pour couvrir une bonne partie du cycle de la vie active des personnes de référence dans les ménages qui, âgées de 18 ans en 1969, avaient 55 ans en 2006, ainsi qu'une partie plus ou moins longue du cycle de vie des individus appartenant à d'autres cohortes. Comme les répondants aux diverses enquêtes ne sont pas les mêmes, nous utiliserons la méthode des quasi-panels afin de reconstituer les cohortes représentatives de la population canadienne au cours de la période<sup>3</sup>.

La nomenclature des dépenses comprend dix catégories : alimentation, logement, équipement du foyer, transports, habillement, loisirs et culture, protection, santé et soins personnels, éducation, dépenses diverses.

#### TYPOLOGIE DES CLASSES SOCIOÉCONOMIQUES

L'analyse de la différenciation sociale et de la convergence des comportements de consommation dans le temps et entre les classes socioéconomiques requiert de constituer des groupements homogènes en termes de statut social et de niveau de vie relatif à chaque période. Quels sont les comportements de consommation des ménages pauvres, des ménages de classes moyennes et des ménages riches au temps 1, au temps 2, au temps 3 et ainsi de suite ? Pour répondre à ces questions, il faut construire une mesure d'appartenance à une classe socioéconomique à chaque période afin de prendre en compte l'augmentation de la richesse dans la société. Par ailleurs, les comportements de consommation des ménages dépendent non seulement de leur position dans l'échelle nationale des revenus, mais aussi de leur position au sein de leur groupe de référence. Afin de constituer les classes socioéconomiques homogènes, nous avons construit une typologie prenant en compte trois critères ou dimensions du statut social à chaque période : la privation, la marginalisation au sein d'une classe de référence et l'insuffisance des revenus.

La première dimension caractérise la privation. Portant sur la non-satisfaction des besoins de base, elle est fondée sur l'idée selon laquelle les ménages pauvres sont contraints d'allouer une part importante de leur budget à des dépenses de subsistance, dont le coefficient budgétaire alloué à l'alimentation est un indicateur

classique. Mais que faut-il entendre par « part importante » ? La pauvreté est en effet relative à un groupe, comme l'avaient montré Tocqueville dans son *Essai sur le paupérisme* (1835) et Georg Simmel dans son article souvent cité, « The Poor » (1907). Selon cette dimension, nous considérons comme étant pauvre un ménage qui consacre un coefficient budgétaire pour l'alimentation à domicile d'un tiers *supérieur* à la moyenne dans sa population de référence. De la même façon, les ménages dont le coefficient d'alimentation à domicile est d'un quart *inférieur* à celui de la population de référence est classé riche. Le poids de l'alimentation est lourd dans le budget des ménages les moins bien nantis et il constraint les autres dépenses. Ce n'est pas le cas au sein des ménages les plus riches qui peuvent dépenser davantage en volume et en qualité pour l'alimentation tout en consacrant une proportion moins importante de leurs revenus totaux à de poste.

Les groupes de référence sont construits en distinguant l'âge de la personne de référence (moins de 29 ans, 30 à 39 ans, 40 à 49 ans, 50 à 59 ans, 60 à 69 ans, 70 ans et plus), son niveau de scolarité (moins de 9 années d'études élémentaires, études secondaires partielles ou complètes, études postsecondaires partielles, études post-secondaires complètes, grade universitaire et la province de résidence (le Québec)). La prise en compte de ces critères corrige les effets du cycle de vie, les effets du changement dans la structure d'âge au fil des années et les effets de la scolarisation d'une période à une autre. Ainsi, nous allons évaluer le poids de chacun des postes budgétaires chez les moins de 29 ans, peu scolarisés, vivant au Québec, et nous serons en mesure de le comparer avec celui qu'ils représentent dans les autres classes socioéconomiques et ce, à chacune des années retenues. Cette approche rend possible une analyse transversale et une analyse longitudinale des comportements de consommation.

La seconde dimension caractérise la marginalisation et elle prend en compte non seulement la satisfaction des besoins de subsistance mais également celle des besoins sociaux comme les dépenses pour les communications, les loisirs et la culture, sans oublier les déplacements et les transports, etc. La marginalisation recouvre l'incapacité de participer pleinement à la société de consommation en assumant des dépenses largement répandues ou jugées essentielles par le plus grand nombre, soit des dépenses susceptibles d'assurer « la bonne vie ». Les dépenses pour l'accès à l'Internet en sont un

exemple parlant. Plutôt qu'un panier d'objets marchands difficile à constituer et prêtant à discussion, nous retenons comme indicateur la dépense totale moyenne par unité de consommation à chaque période. L'ensemble des ménages est ainsi le seul juge du panier correspondant au bien-être au cours d'une année donnée. Seront considérés comme pauvres sur ce critère les ménages ayant une dépense totale inférieure à 67 % de la dépense totale moyenne de leur groupe de référence, et comme riches, ceux dont la dépense totale dépasse 150 % de la moyenne du groupe de référence. Cette fois encore, nous serons en mesure de caractériser des comportements homogènes de consommation dans différents groupes socioéconomiques et de les comparer.

L'insuffisance des revenus mesure la pauvreté et la richesse monétaires au sens classique. Dans cette troisième dimension sont définis comme étant pauvres les ménages dont le revenu disponible total (par unité de consommation) appartient au quartile inférieur de la distribution des revenus dans l'ensemble de la population, et comme étant riches les ménages dont le revenu disponible par unité de consommation appartient au quartile supérieur. Pour le calcul des unités de consommations nous retenons l'échelle d'équivalence de Statistique Canada : 1 pour le premier adulte, 0,4 pour les adultes suivants, 0,3 pour chaque enfant.

Les ménages sont répartis en sept catégories selon leur classement dans les trois dimensions qui déterminent le statut socioéconomique :

- les ménages de la classe 1 cumulent les trois indicateurs de pauvreté ;
- les ménages de la classe 2 ont deux critères de pauvreté et aucun critère de richesse ;
- les ménages de la classe 3 sont définis comme ayant soit deux critères de pauvreté et un critère de richesse, soit un critère de pauvreté mais aucun critère de richesse ; ils forment des ménages de la classe moyenne inférieure ;
- les ménages de la classe 4 sont ceux qui soit n'ont aucun critère de pauvreté ou de richesse, soit exactement un critère de pauvreté et un critère de richesse ;
- les ménages de la classe 5 sont spécifiés comme ayant soit deux critères de richesse et un critère de pauvreté, soit exactement un critère de richesse mais aucun critère de pauvreté ; ils

- constituent des ménages de la classe moyenne supérieure ;
- les ménages de la classe 6 sont ceux qui correspondent à exactement deux critères de richesse mais à aucun critère de pauvreté ;
  - les ménages de la classe 7 cumulent les trois indicateurs de richesse.

La répartition des ménages entre ces sept classes socio-économiques est relativement stable au fil des enquêtes car l'indice définit des classes de comportements relatifs dont il s'agit d'analyser la structure budgétaire chaque année et l'évolution temporelle qui la caractérise.

Cette approche permet de répondre de manière sûre et valide à diverses questions : comment se différencient les comportements de consommation des différents types de ménages à diverses périodes ? Y a-t-il rapprochement (convergence) ou non entre les classes ? Comment évoluent dans le temps les consommations respectives de chaque classe ? Cette analyse jettera par ailleurs un regard différent sur les inégalités en les abordant, non pas à partir des revenus mais plutôt à partir de la consommation, moins sensible aux variations à court terme. Les indicateurs de la consommation marchande sont plus lisses que les indicateurs du revenu, car les ménages puisent dans leurs épargnes ou s'endettent afin de maintenir leurs dépenses.

Avant de répondre à ces questions, deux remarques s'imposent.

Tour d'abord, nos données ne permettent pas d'analyser la situation des ménages vivant dans la marge et en situation de grande précarité qui doivent par exemple fréquenter les banques alimentaires. Même si le niveau de vie moyen des ménages a augmenté en un peu moins d'un demi-siècle au Canada (ainsi que dans les autres pays développés comparables), un certain nombre de ménages n'ont pas bénéficié, durant des périodes plus ou moins longues de leur vie, de cette prospérité accrue et notre analyse de la différenciation sociale ne permettra cependant pas de caractériser leur situation particulière, ni celle d'ailleurs des ménages très riches. Cette étude vise plutôt l'ensemble des ménages et elle porte sur l'évolution des différences dans la consommation marchande qui les séparent. Elle donnera cependant à voir ce qui a amené certains ménages à sombrer dans l'exclusion.

Ensuite, notre attention se portera sur la structure des dépenses et

sur l'effort budgétaire des ménages, mais non sur le volume ou la qualité des biens et services consommés. Les coefficients budgétaires sont en effet affectés par la quantité et la qualité des biens ou des services consommés (auto plus luxueuse, voyage plus long, cadeaux aux enfants, etc.) mais aussi, sur une longue période, par un changement de prix pour la même quantité ou la même qualité. Une analyse plus poussée de la consommation en volume s'imposerait pour donner un portrait plus complet du bien-être et de la situation des ménages. Pour l'instant, nous concentrons notre analyse sur la convergence temporelle et transversale globale des besoins révélés par les dépenses, ce qui donne quand même une bonne idée du bien-être retiré de la consommation marchande, même si nous ne pouvons pas évaluer les quantités consommées.

#### DIFFERENCIATION TRANSVERSALE ET TEMPORELLE

L'examen des dépenses des ménages permet de dégager deux types de distanciation sociale.

La différenciation transversale des comportements de consommation est caractérisée par les écarts observés dans la structure des dépenses entre les classes socioéconomiques. Par exemple, quel poids représente l'alimentation dans les ménages de la classe 1 par rapport à celui observé dans les autres classes ? La différenciation temporelle, de son côté, consiste à analyser l'évolution dans le temps des coefficients de consommation. La vitesse des changements est-elle la même d'une classe à l'autre ? Les ménages les moins bien nantis parviennent-ils à satisfaire de nouveaux besoins au même rythme que les autres ménages ? L'examen des dépenses sera par ailleurs en mesure de répondre à la question : y a-t-il un rapprochement ou une convergence du bien-être au sein des différentes classes socioéconomiques au fil des années ?

Nous commencerons d'abord par l'analyse de la fonction alimentation dans la structure budgétaire des ménages. C'est un indicateur privilégié, car il caractérise une dépense contrainte qui, en diminuant à mesure que s'élève le niveau de vie, libère des ressources monétaires pour satisfaire des besoins discrétionnaires tels que les loisirs et la culture, l'achat de téléphones mobiles, l'accès à l'Internet, etc.

Le poids de la fonction alimentation est corrélé négativement avec le niveau de vie des ménages. Plus le niveau de ce dernier est élevé, moins grande est la part réservée à l'alimentation. En 1969, le coefficient pour l'alimentation était nettement supérieur dans la classe la plus pauvre, soit 43,5 %, contre 13,1 % dans la classe socioéconomique la plus favorisée, ce qui va dans le sens de la loi d'Engel. (Tableau 1). Par ailleurs, ce coefficient passe à 27,5 % chez les pauvres en 2006 contre 7,7 % dans la classe la plus élevée. Ces écarts sont importants et la différenciation transversale des comportements de consommation alimentaire est observée chaque année au cours de la période. Cependant, peut-on dire que ces comportements mesurés à différents moments impliquent une convergence transversale, c'est-à-dire, une réduction des écarts entre les classes au fil du temps ?

Tableau 1

*Coefficients budgétaires pour les fonctions alimentation, habitation et transports dans les budgets des ménages du Québec selon la typologie des classes socioéconomiques et l'année 1969, 1982 et 2006*

Classes	Alimentation			Logement			Transports		
	1969	1982	2006	1969	1982	2006	1969	1982	2006
Classe 1	43,5	36,1	27,5	21,7	26,3	28,8	5,2	8,4	11,0
Classe 2	33,2	28,4	21,8	21,2	26,0	29,4	7,6	10,3	10,7
Classe 3	30,3	26,8	19,3	22,0	24,3	26,0	8,1	11,5	14,1
Classe 4	25,5	21,3	15,1	20,0	24,2	24,2	11,3	13,8	16,1
Classe 5	19,8	16,1	12,1	20,4	22,6	24,7	14,0	16,1	18,0
Classe 6	17,1	13,4	9,9	19,2	21,4	24,7	16,8	17,6	19,9
Classe 7	13,1	10,6	7,7	19,1	21,4	24,9	17,8	18,5	19,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Note : Classe 1 : les plus pauvres ; classe 7 : les plus riches.

Source : Statistique Canada, *Microdonnées des enquêtes sur les dépenses des ménages*, années 1969 à 2006, calculs de l'auteur.

L'écart entre le coefficient pour l'alimentation observé dans les ménages des classes 1 et 7 est de 30,4 points (43,5-13,1) en 1969 et de

19,8 points en 2006 (27,5-7,7), soit, exprimé en pourcentage, une réduction de 69,9 % et 72 % respectivement. Le poids de l'alimentation a nettement baissé, mais il a diminué un peu plus fortement dans la classe socioéconomique la plus favorisée.

Considérons maintenant les évolutions sous l'angle temporel dans chacune des classes. Le poids de l'alimentation régresse de 16,0 points au sein de la classe 1 entre 1969 et 2006 (43,5-27,5), alors que la différence observée au sein de la classe 7 est de 6,1 points (13,1-7,7). Exprimée en pourcentages, la diminution du poids de l'alimentation est de 36,8 % et de 41,2 % respectivement. Les ménages les plus riches ont réduit davantage leur effort budgétaire pour le poste alimentation entre 1969 et 2006.

Cette analyse suggère un premier constat sur la différenciation des comportements de consommation : les ménages pauvres réduisent la proportion de leurs dépenses alimentaires dans le temps tout comme les ménages les mieux nantis, mais ces derniers en réduisent l'importance plus rapidement dans la structure de leurs budgets, ce qui se traduit par une hausse des écarts sociaux ou une plus grande différenciation sociale. L'examen des autres fonctions de consommation précisera cette tendance.

Comme les postes budgétaires sont nombreux et qu'il y a plusieurs années à considérer, nous avons construit un indice simple mesurant la différenciation des besoins. Il s'agit de la moyenne arithmétique des taux de variation observés entre les coefficients budgétaires de chaque fonction de consommation à chacune des années d'observation. Les tableaux donnent la structure de la consommation pour trois années, mais la construction de l'indice a porté sur huit années différentes entre 1969 et 2006. La différenciation transversale est estimée à partir de la variation des coefficients entre les classes et la différenciation temporelle, à partir de la variation des coefficients d'une année à l'autre (voir l'encadré).

La comparaison des indices rendra plus facile l'analyse d'ensemble des fonctions de consommation et elle facilitera l'établissement d'un diagnostic sur la convergence ou non de tous les comportements de consommation. Un signe négatif indique que la fonction de consommation est en régression dans les diverses classes, soit d'une période à l'autre, soit d'une classe socioéconomique inférieure à une classe supérieure. Un signe positif révèle que le poste budgétaire

devient plus important dans le budget des ménages. Par ailleurs, plus l'intensité de l'indice est élevée, plus le changement observé est important. Les indices sont présentés dans le tableau 2.

***Indices de différenciation temporelle et transversale***

Pour chaque fonction de consommation, on détermine le taux de variation des coefficients budgétaires d'une année donnée par rapport aux précédentes de la façon suivante :

$$TV_i = \frac{\% \text{ 2006} - \% \text{ 1969}}{\% \text{ 1969}}$$

On calcule la moyenne arithmétique des taux de variations des coefficients budgétaires  $i$  de 1 à  $n$

$$TV_t = \sum_{i=1}^n TV_i / n$$

Pour la différenciation transversale, on calcule la variation des coefficients budgétaires des classes les plus élevées par rapport à chacune des classes les moins élevées et on estime ensuite la moyenne arithmétique des taux de variations.

Ces calculs ont été faits pour l'ensemble des années d'observation 1969, 1978, 1982, 1986, 1996, 1999 et 2000 à 2006.

Les indices mesurant la différenciation de la fonction alimentation décrite sommairement plus haut sont de -0,292 sur le plan transversal et de -0,192 sur le plan temporel. Ces indices donnent à voir que la différenciation temporelle entre les classes socioéconomiques va dans le même sens entre 1969 et 2006, les diverses classes socioéconomiques réduisant la part de leurs dépenses en alimentation, résultat de la hausse du revenu disponible. Par contre, les classes socioéconomiques moyennes et supérieures ont restreint encore davantage le poids de leurs dépenses alimentaires, ce qui a contribué à accroître la différenciation entre les sept classes de la typologie.

Tableau 2

*Indices de différenciation transversale et temporelle de la structure budgétaire des ménages du Québec selon la fonction de consommation et l'année 1969-2006*

	Différenciation temporelle	différenciation transversale
Alimentation	- 0,192	- 0,292
Logement	- 0,147	- 0,091
Équipement	0,106	0,086
Habillement	- 0,263	0,071
Transport	0,128	0,466
Loisir et culture	0,169	0,152
Protection	0,331	0,415
Santé	- 0,096	- 0,075
Éducation	0,504	0,130
Dépenses diverses	0,169	0,674

Source : Statistique Canada, *Microdonnées des enquêtes sur les dépenses des ménages*, années 1969 à 2006, calculs de l'auteur.

Considérons ensuite la fonction habitation, soit les dépenses pour le logement à l'exception de celles pour l'équipement du ménage, analysées séparément. Un changement majeur s'est produit dans la structure des dépenses : le poste logement vient désormais au premier rang devant l'alimentation, comme on le voit dans le tableau 1. Le changement s'est produit dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle mais il était visible au sein des trois classes de ménages les plus favorisées dès l'année 1969, alors que le poids du logement dépassait déjà celui de l'alimentation dans la structure de leurs dépenses. Les classes les moins favorisées ont elles aussi connu la même évolution, mais plus tardivement. La part du budget consacrée à l'habitation est négativement corrélée au niveau de vie sur toute la période et elle pèse désormais nettement plus lourd dans les budgets des ménages les plus pauvres. Cette fonction de consommation doit désormais être considérée comme un important indicateur de niveau de vie et un poste structurant dans l'ensemble des besoins, notamment chez les moins bien nantis.

Plusieurs raisons expliquent ce changement. Tout d'abord, les coûts réels du logement ont augmenté plus vite que le coût de plusieurs autres types de dépenses pour diverses raisons (hausse de la demande en milieu urbain, inflation touchant les matériaux, spéculation foncière, etc.), ce qui ne se traduit pas par une augmentation du bien-être. Par contre, les dépenses en volume pour ce poste budgétaire se sont fortement accrues en un demi-siècle (cuisines rénovées, fenêtres isolées, salles de bain équipées en neuf, etc.) dans la majorité des ménages, ce qui a contribué cette fois à l'amélioration du bien-être et du confort. L'espace manque pour analyser ces deux aspects, notre attention se portant plutôt sur la structure de la consommation.

Les deux indices mesurant la différenciation dans la fonction habitation sont cette fois divergents. Tout d'abord, l'indice de différenciation temporelle est positif et le poids de la fonction habitation augmente dans toutes les classes socioéconomiques. Cependant, il a augmenté plus rapidement dans les classes socioéconomiques les moins favorisées, qui consacrent une part plus grande de leur budget pour se loger à la fin de la période examinée. Le coefficient budgétaire pour l'habitation est corrélé négativement avec le niveau de vie et cette corrélation négative s'est accentuée au fil des années. Cela signifie que la fonction habitation a eu tendance à contraindre davantage les budgets de dépenses des ménages les moins favorisés.

Le poste transport émerge comme un besoin en forte croissance dans les budgets des ménages comme l'indique la hausse de son coefficient budgétaire observée dans toutes les classes socioéconomiques et les deux indices sont positifs. Les dépenses en transport étaient déjà élevées chez les ménages riches en 1969, alors qu'elles venaient au deuxième rang devant les dépenses alimentaires. Dans les années qui ont suivi, l'augmentation du coefficient pour les transports a été forte chez les ménages à plus bas niveau de vie, qui ont effectué une sorte de rattrapage. Ces dépenses pour les transports traduisent l'émergence d'un besoin désormais généralisé dans toutes les classes socioéconomiques, un besoin satisfait plus tardivement dans les ménages à faible revenu. Il faut cependant noter que ce poste est devenu nettement plus important au sein des ménages les plus riches comme l'indique l'indice élevé caractérisant la différenciation entre les classes sur le plan transversal (0,466) pour ce poste.

budgétaire. Les ménages les moins nantis ont augmenté leur effort budgétaire afin de satisfaire ce besoin, mais les ménages de classes moyennes et de classes supérieures ont haussé encore davantage leur propre consommation en transports, avec l'achat de voitures plus luxueuses et haut de gamme ou encore avec la multimotorisation, ce qui a accentué la différenciation de la consommation marchande.

Les dépenses pour la fonction loisirs & culture de même que celles pour l'équipement du foyer accroissent elles aussi leur importance dans la structure des dépenses de tous les ménages mais sans contribuer cette fois à accroître la différenciation entre les classes. (Tableau 3).

Tableau 3

*Coefficients budgétaires pour les fonctions équipement, loisirs et culture et habillement dans les budgets des ménages du Québec selon la typologie des classes socioéconomiques et l'année 1969, 1982 et 2006*

Classes	Équipement			Loisirs et culture			Habillement		
	1969	1982	2006	1969	1982	2006	1969	1982	2006
Classe 1	3,5	4,4	5,9	5,6	6,9	7,2	9,0	6,0	4,5
Classe 2	4,7	5,6	6,8	6,3	6,9	7,5	11,0	7,3	4,6
Classe 3	4,8	5,6	6,2	6,8	7,6	8,1	10,7	7,8	5,2
Classe 4	5,3	5,5	6,6	7,5	7,5	8,4	11,3	8,1	5,4
Classe 5	5,5	5,5	6,0	8,0	8,1	9,1	11,0	8,7	5,5
Classe 6	5,3	6,2	6,8	7,9	8,1	9,6	11,0	8,5	5,2
Classe 7	6,7	5,2	7,2	8,5	8,3	11,0	11,0	8,6	5,4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Note : Classe 1 : les plus pauvres; classe 7 : les plus riches.

Source : Statistique Canada, *Microdonnées des enquêtes sur les dépenses des ménages*, années 1969 à 2006, calculs de l'auteur.

Nul doute cependant que les dépenses en loisirs, pour la culture et pour les équipements dans les foyers ne sont pas du même type ni de la même qualité dans toutes les classes. Les lieux de vacances et les activités culturelles, tout comme l'équipement pour les activités sportives ou de plein air sans oublier les biens durables dans les domiciles, sont différents selon les classes sociales. Cependant,

comme l'offre de biens et de services à consommer dans ces domaines est très diversifiée et de différents niveaux de qualité, les membres des diverses classes se les procurent en fonction de leurs moyens respectifs. Tous les ménages parviennent à hausser leurs dépenses pour ces items dans les mêmes proportions.

Les dépenses pour la fonction habillement étaient autrefois importantes dans les familles, comme on peut le voir dans les budgets analysés par Maurice Halbwachs en 1912 et 1933, en France<sup>4</sup>, ou dans l'enquête canadienne de M.-A. Tremblay et G. Fortin réalisée en 1959<sup>5</sup>. Ce n'est plus le cas de nos jours. Le poids de ce poste budgétaire a fondu de moitié environ en moyenne dans la structure de besoins dans toutes les classes socioéconomiques entre 1969 et 2006, comme l'indique l'indice de différenciation temporelle qui est négatif (-0,263). Cependant, le coefficient budgétaire pour cette fonction a moins diminué dans les classes plus élevées, contribuant à faire augmenter la différenciation entre les ménages au cours de la période. Avec le logement, c'est le deuxième cas de divergence entre les deux aspects de la différenciation examinée.

Deux postes budgétaires ont suivi les mêmes tendances que celui du transport, soit le poste protection et le poste dépenses diverses. (Tableau 4). La fonction protection comprend les assurances diverses (sur la vie, sur les soins de santé et sur les biens, mais aussi les contributions des salariés aux programmes de protection du revenu comme l'assurance-chômage). Le poids de ce poste s'est accru durant la période couverte par notre étude dans toutes les classes socioéconomiques, mais de manière plus prononcée dans les classes supérieures. Non seulement ces dernières ont un niveau de vie plus élevé, mais elles parviennent aussi à mieux protéger leurs revenus contre les aléas de la vie, ce qui n'est pas sans accroître les inégalités.

Le poste des dépenses diverses regroupe les items non classés ailleurs (frais mortuaires, frais d'avocats, cadeaux aux petits-enfants, etc.), plusieurs d'entre eux correspondant à de nouveaux besoins. Cette fois encore, même si tous les ménages ont accru la part de leurs budgets à ce poste entre 1969 et 2006 (indice de 0,169), la différenciation transversale sur ce type de dépenses s'est accentuée (indice 0,674)<sup>6</sup>. Que conclure de cet examen ?

Tableau 4

*Coefficients budgétaires pour les fonctions protection, santé et dépenses diverses dans les budgets des ménages du Québec selon la typologie des classes socioéconomiques et l'année 1969, 1982 et 2006*

Classes	Protection			Santé			Dépenses diverses		
	1969	1982	2006	1969	1982	2006	1969	1982	2006
Classe 1	2,5	3,1	4,8	4,9	3,5	3,3	0,6	3,1	1,5
Classe 2	4,1	4,5	6,6	5,9	3,9	3,5	1,3	4,0	1,8
Classe 3	4,6	4,9	8,3	5,9	3,5	3,2	1,5	4,4	3,0
Classe 4	5,7	6,4	9,6	5,1	3,3	3,5	2,0	5,0	3,1
Classe 5	6,6	7,6	10,7	4,6	3,3	3,1	2,1	5,4	3,4
Classe 6	6,3	8,0	10,1	4,6	2,9	3,0	3,2	6,7	4,3
Classe 7	6,2	8,5	9,7	4,2	3,1	3,2	3,9	8,7	4,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Note : Classe 1 : les plus pauvres ; classe 7 : les plus riches.

Source : Statistique Canada, *Microdonnées des enquêtes sur les dépenses des ménages*, années 1969 à 2006, calculs de l'auteur.

En résumé, les ménages ont accru leur niveau de vie réel, ce qui est attesté par la diminution du poids des dépenses pour l'alimentation dans la structure de leurs besoins, régression encore plus importante dans les ménages les plus favorisés. Les dépenses pour le logement sont devenues plus contraignantes pour les ménages les moins favorisés et ceux des classes moyennes inférieures, ce qui a contribué à accroître la différenciation entre les classes socioéconomiques. L'évolution des coefficients budgétaires dans trois autres fonctions – le transport surtout, de même que la protection et les dépenses diverses – a accentué la différenciation sociale bien que toutes les classes aient accru leur consommation dans le cas de ces postes. Les classes supérieures de la typologie ont haussé leurs dépenses plus rapidement encore. Deux autres fonctions de consommation ont accru leur poids dans les budgets, l'habillement et les loisirs et culture, mais sans entraîner d'effet sur la différenciation entre les ménages sur longue période.

Il apparaît donc possible de dégager de cette analyse de l'évolution des dépenses des ménages dans les deux perspectives temporelle et

transversale un diagnostic d'ensemble : *quand un poste de consommation est dynamique temporellement, il est plus différencié socialement.* Même si les ménages les moins favorisés améliorent leur niveau de vie, comme l'indique la diminution du poids des dépenses alimentaires, et même s'ils parviennent à satisfaire des besoins nouveaux notamment pour les transports et la protection, les écarts se creusent avec les ménages les plus favorisés qui haussent leurs dépenses discrétionnaires de manière encore plus importante.

Il est permis par ailleurs de faire l'hypothèse que les tendances caractérisant la convergence temporelle et la convergence transversale observées au Canada se reproduisent aussi dans d'autre sociétés développées dans lesquelles les comportements de consommation sont comparables, tels que la régression du poids des dépenses alimentaires ou encore la hausse des dépenses pour les fonctions habitation et transports.

#### L'UNIVERS DES BESOINS ET L'UNIVERS DES ASPIRATIONS

La divergence constatée entre la différenciation transversale et la différenciation temporelle dans la structure des besoins des ménages canadiens n'est pas sans avoir d'importantes implications sur le sentiment de bien-être de ses membres. Afin de bien spécifier ces effets, nous proposons de revenir sur la distinction qu'a faite Serge Moscovici entre l'univers des besoins et l'univers des aspirations dans ses travaux pionniers sur les représentations sociales<sup>7</sup>.

Selon Moscovici, lorsque les revenus disponibles d'un ménage sont faibles, ses membres sont enfermés dans l'univers des besoins. Les revenus servent à peine à satisfaire ces derniers et les coefficients budgétaires pour les dépenses contraintes (alimentation, logement, habillement, santé, notamment) sont élevés. De nombreux objets de consommation (vacances dans le sud l'hiver, par exemple) et, plus largement, les besoins discrétionnaires relèvent du rêve plutôt que de l'aspiration. Mais lorsque leurs revenus réels disponibles augmentent sur une longue période, les ménages entrent dans l'univers des aspirations et ils peuvent satisfaire des besoins nouveaux et discrétionnaires car ils disposent alors d'une certaine marge de manœuvre. Le coefficient budgétaire pour l'alimentation diminue, comme on l'a vu plus haut. Dès lors, l'aspiration des membres de ces ménages se porte sur la consommation d'objets (biens ou services) perçus comme étant désormais accessibles.

L'entrée dans l'univers des aspirations a été historiquement observée surtout au sein des classes moyennes. Elles ont bénéficié de l'enrichissement collectif (effet de période), mais leurs membres ont aussi augmenté leurs revenus disponibles à mesure qu'ils avançaient en âge (effet cycle de vie). On sait par de nombreuses recherches que les revenus d'emploi progressent en fonction de l'âge jusqu'au milieu de la cinquantaine, avant de connaître une sorte de plateau et ensuite de diminuer plus ou moins fortement à l'âge de la retraite. L'effet du cycle de vie se combine alors avec l'effet de période, ce qui a contribué à la hausse du niveau de vie au sein des classes moyennes de manière importante durant les Trente glorieuses mais plus modestement par la suite. Ceci dit, un autre phénomène caractérise les classes moyennes : les aspirations de leurs membres se sont élevées plus rapidement que les moyens financiers disponibles pour les satisfaire. Plus largement, un tel décalage entre le niveau de vie et les aspirations n'est pas nouveau et il a été déjà observé par nombre d'auteurs, depuis Alexis de Tocqueville, Émile Durkheim jusqu'à Richard Easterlin et d'autres contemporains.

Pour leur part, les ménages pauvres et les ménages riches se distinguent de ceux qui appartiennent aux classes moyennes. Les premiers sont enfermés dans l'univers des besoins et ils doivent surtout compter principalement sur la bonification des politiques sociales au fil des ans pour hausser leur niveau de vie. Ainsi, le Canada et la France ont-ils établi, dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, des politiques de soutien du revenu pour les ménages les plus démunis – Aide de dernier recours, RSA, Sécurité de la vieillesse, etc. – et ces programmes sociaux les ont aidés à combler, cependant de manière plus ou moins satisfaisante, de nouveaux besoins comme l'accès à l'Internet ou à certaines formes de loisirs et de consommations culturelles. Quant à eux, les ménages riches ont déjà les moyens de combler leurs aspirations et les ressources pour satisfaire les nouveaux besoins qui émergent (rénover la salle de bain, acheter une seconde voiture, etc.).

Si la théorie des besoins et aspirations qui vient d'être esquissée est juste, quels effets auront la divergence entre la différenciation transversale et la différenciation temporelle qui a été empiriquement observée dans le cas canadien et, éventuellement, dans d'autres sociétés comparables ? Deux cas de figures sont possibles, qui aideront à comprendre le malaise au sein des classes moyennes

observé, à des degrés divers, tant au Canada que dans la grande majorité des sociétés développées.

Tout d'abord, les individus et les ménages ont fait depuis un demi-siècle – en très grande majorité – l'expérience d'une hausse du niveau de vie et d'une augmentation des biens et des services consommés en qualité et en volume. Il en est résulté des attentes et des aspirations nouvelles pour l'avenir, plus importantes au sein des classes moyennes pour les raisons évoquées plus haut. Ces aspirations sont forcément déçues lors du ralentissement de la croissance et lors des crises qui n'ont pas manqué de survenir dans le dernier quart de siècle.

Mais les individus se réfèrent aussi à autrui dans l'extension des besoins et des aspirations à satisfaire. Le bien-être subjectif est évalué par chacun en fonction de sa capacité propre à satisfaire ses aspirations, mais aussi en fonction des attentes soulevées par comparaison avec d'autres ménages. Or, si les ménages les plus riches et ceux de classes moyennes supérieures accroissent plus rapidement leurs consommations de luxe – vacances coûteuses, améliorations apportées au logement, voitures haut de gamme, etc. – il peut s'ensuivre une hausse de la frustration relative dans les classes socioéconomiques moins favorisées.

Ces deux facteurs aident à comprendre le malaise caractéristique des classes moyennes dans les sociétés développées, mais aussi les revendications formulées par des groupes de retraités par exemple. Lorsque les revenus réels sont stagnants ou lorsqu'ils s'élèvent plus lentement qu'autrefois, la satisfaction de nouveaux besoins est ralenti et même bloquée, ce qui alimente le sentiment de déclin ou d'incapacité à « y arriver ». Ces personnes joignent leurs voix à celles des plus démunis. De même, si les ménages aisés augmentent plus rapidement la satisfaction de nouveaux besoins et se distancient davantage des autres, il pourra en résulter une hausse de la frustration relative chez les individus et au sein des ménages moins en mesure qu'auparavant de suivre le rythme de croissance de la consommation marchande.

#### NOTES

- [1] Pour un rappel historique et une synthèse sur la consommation marchande, voir le bel ouvrage de Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation*, Paris, Flammarion, 2018.

- [2] Des changements dans les enquêtes plus récentes nécessitent de faire un travail d'harmonisation qui n'est pas encore complété au moment de rédiger la présente contribution.
- [3] Le travail de construction de ces fichiers et plusieurs analyses ont été effectuées sous la direction de François Gardes et Simon Langlois et divers travaux ont été réalisés en collaboration. Les aspects plus techniques de ces études ont été explicités en détail dans plusieurs publications auxquelles nous renvoyons les lecteurs, notamment François Gardes, Patrice Gaubert et Simon Langlois, « Pauvreté et convergence des consommations au Canada », *Canadian Review of Sociology and Anthropology / Revue Canadienne de Sociologie et d'Anthropologie*, volume 37, numéro 1, 2000 : 1-27 ; François Gardes, Simon Langlois et Sami Bibi, « Pauvreté et convergence des comportements de consommation entre classes socioéconomiques au Québec, 1969-2006 », *Recherches sociographiques*, volume 51, numéro 3, 2010 : 343-364.
- [4] Maurice Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris Félix Alcan, 1912 ; *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières*, Paris, Félix Alcan, 1933.
- [5] Marc-Adélard Tremblay et Gérald Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964.
- [6] La fonction éducation n'est pas présentée dans les tableaux. Les coefficients calculés pour l'ensemble des ménages (et non pour ceux qui font la dépense pour ce poste) sont faibles et varient entre 1 et 2 % du total dans la structure de la consommation.
- [7] Serge Moscovici, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF, 1960.

#### RÉSUMÉ

Les ménages obtiennent les biens et services nécessaires au bien-être de leurs membres en bonne partie dans la sphère marchande. La marchandisation des biens et des services est désormais largement étendue, bien que le bien-être ne se réduise pas à la consommation marchande. Depuis 1969, les enquêtes budgétaires canadiennes permettent d'évaluer les comportements de consommation ainsi que la structure des besoins des ménages (régression du poids de l'alimentation et hausse du poids des postes transports, logement, loisirs et culture, protection et dépenses diverses). L'analyse de la différenciation transversale et temporelle des comportements de consommation entre classes socioéconomiques révèle que les ménages aisés accroissent leurs efforts budgétaires plus rapidement que les ménages pauvres et de classes moyennes inférieures pour les dépenses discrétionnaires et afin de satisfaire de nouveaux besoins. Quand un poste de consommation augmente rapidement lorsque le revenu des ménages s'accroît sur une longue période, il est plus différencié socialement, tel qu'illustré par l'évolution des dépenses pour le logement ou les transports.